

Brochure n° 3302

Convention collective nationale

IDCC : 2147. – **ENTREPRISES DES SERVICES D'EAU
ET D'ASSAINISSEMENT**

■ *Journal officiel* du 12 janvier 2010

**Arrêté du 7 janvier 2010 portant extension d'un avenant à la
convention collective nationale des services d'eau et d'assainisse-
ment (n° 2147)**

NOR : MTST1000596A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 28 décembre 2000 et les arrêtés successifs, notamment
l'arrêté du 24 novembre 2009, portant extension de la convention collective
nationale des entreprises des services d'eau et d'assainissement du
12 avril 2000, et de textes qui l'ont modifiée ou complétée ;

Vu l'avenant n° 10 du 9 septembre 2009, relatif aux salaires et à la
compensation de l'astreinte, à la convention collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 26 novembre 2009 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés
compris dans le champ d'application de la convention collective nationale
des entreprises de services d'eau et d'assainissement du 12 avril 2000, les

dispositions de l'avenant n° 10 du 9 septembre 2009, relatif aux salaires et à la compensation de l'astreinte, à la convention collective susvisée, sous réserve de l'application des dispositions de l'article L. 2241-9 du code du travail, qui prévoient que la négociation annuelle sur les salaires vise également à définir et programmer les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes avant le 31 décembre 2010.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 7 janvier 2010.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur général du travail,

J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Le texte de l'avenant susvisé a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/45, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix unitaire de 8,20 €.